RCS : PAU
Code greffe : 6403

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PAU atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 00764
Numéro SIREN : 798 387 429
Nom ou dénomination : AUDIT AQUITAINE EXPERTISES

Ce dépôt a été enregistré le 06/02/2014 sous le numéro de dépôt 521

Duplicata

RECEPISSE DE DEPOT

GREFFE DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE PAU

B.P. 90338 - 64000 PAU
Serveur vocal : 0 899 70 22 22
Internet : www.infogreffe.fr
Site : www.greffe-tc-pau.fr

AUDIT ADOUR
16 rue Lapeyrère
BP 80405
64304 ORTHEZ CEDEX

V/REF :
N/REF : 2013 B 764 / 2014-A-521

Le Greffier du Tribunal de Commerce DE PAU certifie qu'il a reçu le 13/01/2014, les actes suivants :

Décision(s) de l'associé unique en date du 27/12/2013
- Augmentation du capital social

Contrat d'apport en date du 27/12/2013

Statuts mis à jour en date du 27/12/2013

Concernant la société

AUDIT AQUITAINE EXPERTISES
Société à responsabilité limitée
16 rue Lapeyrère
64300 Orthez

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2014-A-521 le 06/02/2014

R.C.S. PAU 798 387 429 (2013 B 764)

Fait à PAU le 06/02/2014,

LA GREFFIERE,

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PAU
Pyr.-Atlantiques

Papier issu de forêts gerees durablement - FSE - Doc Direct (221)

AUDIT AQUITAINE EXPERTISES
Société à responsabilité limitée
Au capital de 5.000 €
Siège social : ORTHEZ (64300) 16 rue Lapeyrère
798 387 429 RCS PAU

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

DU 27 DECEMBRE 2013

L'an deux mille treize et le vingt-sept décembre à quatorze heures, au siège social,

Monsieur Hervé LARQUE,
Gérant et propriétaire de la totalité des 500 parts composant le capital social de la Société,

Rappelle que la présente Société a pour objet social l'exercice des activités d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes.

L'associé unique expose qu'il a décidé de procéder à l'augmentation du capital social de la Société au moyen d'apport de droits sociaux.

Par conséquent, l'associé unique a pris les décisions suivantes relatives à :

I – OBJET DES DECISIONS :

- L'augmentation du capital d'un montant de 300.000 euros par voie de création de 30.000 parts nouvelles émises au pair en vue de rémunérer l'apport consenti par l'associé unique,
- L'approbation de l'apport de 533 parts sociales de la Société AUDIT ADOUR ORTHEZ consenti par l'associé unique et leur évaluation,
- Les modifications statutaires corrélatives,
- Les pouvoirs en vue des formalités.

II – DECISIONS :

PREMIERE DECISION

L'associé unique, après avoir procédé à la lecture des rapports de la gérance et du Commissaire aux apports, décide, sous réserve des décisions suivantes et à titre de rémunération de l'apport ci-dessous décidé d'augmenter le capital social d'un montant de trois cent mille euros (300.000) pour le porter de cinq mille (5.000) euros à trois cent cinq mille (305.000) euros par voie de création de trente mille (30.000) parts sociales nouvelles de dix (10) euros de nominal chacune, entièrement libérées, numérotées de 501 à 30.500 et attribuées à l'apporteur en rémunération de son apport, savoir :

- A Monsieur Hervé LARQUE, la pleine propriété de 30.000 parts
  portant les numéros 501 à 30.500, ci ..... 30.000 parts

Les parts sociales nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital entièrement assimilées aux parts anciennes. Elles jouissent des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.

Leurs droits aux dividendes s'exerceraient pour la première fois sur les bénéfices mis en distribution au titre de l'exercice ouvert le 8 novembre 2013.

L'associé reconnait sincère et véritable la déclaration de répartition et de libération des parts sociales nouvelles faite au contrat d'apport par l'apporteur.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance :

- du Contrat d'apport en date du 20 décembre 2013 aux termes duquel Monsieur Hervé LARQUE fait apport à la Société de 533 parts sociales numérotées de 626 à 999 inclus et de 1442 à 1600 lui appartenant dans le capital de la Société AUDIT ADOUR ORTHEZ, société à responsabilité limitée au capital de 76.000 euros dont le siège social est situé à ORTHEZ (64300) 16 rue Lapeyrère, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 489 768 960 RCS PAU,

ledit apport évalué à la somme de trois cent mille (300.000) euros pour les 533 parts sociales

- du rapport de Madame Brigitte LAFFARGUE, Commissaire aux apports désigné par décisions de l'associé unique en date du 18 novembre 2013,

- ledit rapport ayant fait l'objet d'un dépôt au greffe du Tribunal de commerce le 18/12/2013

Approuve ces apports ainsi que leur évaluation.

A titre de rémunération de l'apport approuvé ci-dessus, l'associé unique décide d'augmenter le capital social d'un montant de trois cent mille (300.000) euros pour le porter de cinq mille (5.000) euros à trois cent cinq mille (305.000) euros par voie de création de trente mille (30.000) parts sociales nouvelles de dix (10) euros de nominal chacune, entièrement libérées, numérotées de 501 à 30.500 et attribuées à l'apporteur en rémunération de son apport, savoir :

- A Monsieur Hervé LARQUE, la pleine propriété de 30.000 parts
portant les numéros 501 à 30.500, ci ..... 30.000 parts

TROISIEME DECISION

L'associé unique, comme conséquence de l'adoption des décisions précédentes, constate que l'augmentation du capital est définitivement réalisée et décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

Article 6 - Apports - Formation du capital

Le paragraphe suivant est ajouté à la rédaction :

« Selon décisions en date du 27 décembre 2013, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 300.000 € par apport de droits sociaux de la Sarl Audit Adour Orthez par voie de création de trente mille parts de dix euros de valeur nominale chacune numérotées de 501 à 30.500. »

L'article 7 des statuts sera désormais rédigé comme suit :

« Article 7 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

*Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT CINQ MILLE (305.000) euros.***

Il est divisé en trente mille cinq cents (30.500) parts de dix (10) euros chacune, intégralement libérées souscrites en totalité et attribuées à l'associé unique en proportion de ses apports et de ses droits, à savoir :

- *A Monsieur Hervé LARQUE, Expert-comptable, la pleine propriété*

de trente mille cinq cents (30.500) parts sociales
numérotées 1 à 30.500, soit .....30.500 parts

Total du nombre de parts sociales composant le capital social.....30.500 parts »

QUATRIEME DECISION

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal des décisions, qui, après lecture, a été signé par l'associé unique.

H.LARQUE

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES PAU- SUD
Le 31/12/2013 Bordereau n°2013/1 932 Case n°5 **Ext 7289**
Enregistrement : 500 € **Pénalités :**
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent administratif des finances publiques

Pierre QUEHEILLE
Agent Administratif
des Finances Publiques

DESCRIPTION DES CONDITIONS ET MODALITES
DES APPORTS EN NATURE EFFECTUES
A LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
« AUDIT AQUITAINE EXPERTISES »

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Hervé, Pierre, Marie LARQUE
Demeurant à Gan (64290) Chemin Miqueu
Né le 12 septembre 1959 à Mazères-Lezons (64)
De nationalité française
Epoux de Madame Bernadette WALGRAEVE, avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Lefèvre, Notaire à Pau (64) le 28 mars 1984, préalablement à leur union célébrée le 31 mars 1984 à Mazères-Lezons (64).
Ledit régime n'ayant subi aucune modification depuis lors.

Ci-après dénommé « L'Apporteur»
De première part,

Associé de la Société « AUDIT ADOUR ORTHEZ», Société à responsabilité limitée au capital de 76.000 euros, dont le siège social est situé à ORTHEZ (64300) 16 rue Lapeyrère, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 489 768 960 RCS PAU,

ET

AUDIT AQUITAINE EXPERTISES
Société à responsabilité limitée
Au capital de 5.000 €
Siège social : ORTHEZ (64300) 16 rue Lapeyrère
798 387 429 RCS PAU
Représentée pour la conclusion des présentes par Monsieur Hervé LARQUE, en sa qualité de Gérant et associé unique dûment habilité aux termes de l'article 14 des statuts de la Société.

Ci-après Dénommée « La Bénéficiaire»
De deuxième part,

ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Monsieur Hervé LARQUE, soussigné de première part, apporte à la Société «AUDIT AQUITAINE EXPERTISES», soussignée de deuxième part, sous les conditions ordinaires et de droit et sous les charges et conditions ci-après énoncées, cinq cent trente-trois parts sociales (533) de la Société «AUDIT ADOUR ORTHEZ» dont la désignation suit.

HL

ARTICLE 1 -DESCRIPTION DE LA SOCIETE EMETTRICE DES PARTS SOCIALES APPORTEES

Dénomination : « AUDIT ADOUR ORTHEZ »

Forme : Société à Responsabilité Limitée

Capital : 76.000 Euros divisé en 1.600 parts de 47,50 Euros chacune de valeur nominale entièrement libérées

Siège social : ORTHEZ (64300) 16 rue Lapeyrère

Objet : La société a pour objet :

- L'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes, en application de la législation en vigueur ou prévue par les normes et usages professionnels ;

- et plus généralement toutes opérations civiles, mobilières, financières, ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social visé ci-dessus de nature à favoriser sa réalisation ou son développement.

- elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22 alinéa 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994 sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Durée : La durée de la société est de 50 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit le 27 avril 2006.

RCS PAU : 489 768 960

Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts comptables d'Aquitaine et sur la liste des Sociétés de commissariat aux comptes du ressort de la Cour d'appel de Pau.

Agrément et transmission des parts : Aux termes de l'article 10 des statuts, les parts sociales ne peuvent être cédées, à des tiers étrangers qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

ARTICLE 2-DESIGNATION DES VALEURS MOBILIERES APPORTEES

Monsieur Hervé LARQUE apporte à la Société «AUDIT AQUITAINE EXPERTISES»:

La pleine propriété de CINQ CENT TRENTE-TROIS (533) parts sociales de quarante-sept euros et cinquante centimes (47,50) euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées de la Société «AUDIT ADOUR ORTHEZ» numérotées de 1 à 375 inclus et de 1001 à 1157 inclus, plus amplement décrite ci-dessus, selon les modalités et conditions suspensives ci-après définies.

ARTICLE 3- VALEUR DES APPORTS

La part sociale de la Société «AUDIT ADOUR ORTHEZ» est évaluée à la somme arrondie de cinq cent soixante-deux euros et quatre-vingt-cinq centimes (562,85) par conséquent :

L'apport par Monsieur Hervé LARQUE des 533 parts sociales décrites ci-dessus, lui appartenant est en conséquence évalué à la somme globale **TROIS CENT MILLE euros (300.000 €).**

L'évaluation ci-dessus retenue fera l'objet d'une appréciation par le Commissaire aux apports nommé par décisions de l'associé unique.

Un original du rapport du Commissaire fera l'objet d'un dépôt au Greffe du Tribunal de commerce de Pau et ce même rapport demeurera annexé au présent contrat.

ARTICLE 4-ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Hervé LARQUE est propriétaire des 533 parts sociales de la Société AUDIT ADOUR ORTHEZ apportées pour

- En avoir reçu 375 (N° 1 à 375 inclus) d'une valeur nominale chacune de 10 € en rémunération de son apport en numéraire à la constitution de la Société,
- En avoir reçues 158 (N°1001 à 1157 inclus) en rémunération de l'augmentation de capital réalisée aux termes des décisions des associés en date du 2 février 2009 au moyen d'une compensation de créances liquides et exigibles sur la société par voie d'élévation de la valeur nominale des parts sociales.

ARTICLE 5- AUTORISATION DES APPORTS

Lesdits apports ont été préalablement autorisés par décisions des associés prises par assemblée générale en date du 16 décembre 2013.

ARTICLE 6 – PROPRIETE ET JOUISSANCE

La Société Bénéficiaire sera propriétaire des parts sociales apportées à compter de l'approbation dudit apport et par la constatation de l'augmentation de capital corrélative par l'associé et entrera en jouissance à compter du même jour.

Les parts sociales sont apportées tous droits attachés de façon que la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES bénéficie de tous les droits que ces parts sociales confèrent, avec jouissance du même jour.

La Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES sera subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales apportées.

ARTICLE 7 – CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

Cet apport de parts sociales a lieu sous les charges et conditions suivantes que la Société bénéficiaire des apports sera tenue d'exécuter et d'accomplir, savoir :

-Exercer, à compter de l'entrée en jouissance, tous les droits et obligations attachés à la qualité d'associé de la Société,
-Le droit de vote attaché aux parts sociales sera exercé par la Société bénéficiaire de l'apport dans les assemblées générales,
-Le gérant de la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES représentera la Société dans les assemblées générales de la Société AUDIT ADOUR ORTHEZ.

ARTICLE 8 – CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent contrat d'apport de titres est subordonné à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Etablissement par le Commissaire aux apports d'un rapport sur l'évaluation de l'apport envisagé,
- Dépôt dudit rapport au greffe du tribunal de commerce de Pau,
- Approbation par l'associé unique de la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES de l'augmentation de capital corrélative.

L'ensemble de ces conditions devra être réalisé avant le 20 décembre 2013. A défaut, le présent contrat d'apport sera considéré comme nul et non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 9 – REMUNERATION DES APPORTS

9-1 Monsieur Hervé LARQUE fait apport à la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES de la pleine propriété de CINQ CENT TRENTE-TROIS (533) parts sociales de la Société AUDIT ADOUR ORTHEZ, évaluées chacune à la somme arrondie de cinq cent soixante-deux euros et quatre-vingt-cinq centimes (562,85),

Soit un apport total évalué à TROIS CENT MILLE (300.000) euros.

Cet apport effectué à titre pur et simple donnera lieu à la création par la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES, de trente mille (30.000) parts sociales de dix euros (10 €) de valeur nominale chacune émise au pair et attribuées à l'apporteur en pleine propriété, numérotées de 501 à 30.500 inclus.

9-2 Le capital social de la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES sera augmenté d'une somme de trois cent mille (300.000) euros par voie d'émission de trente mille (30.000) parts sociales nouvelles émises au pair, pour être porté de CINQ MILLE (5.000) euros à TROIS CENT CINQ MILLE (305.000) euros.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS COMMUNES AUX APPORTS EN NATURE

10-1 Dispositions générales

1-En matière de droits d'enregistrement

Les apports constatés par le présent contrat d'apport en nature, sont constitutifs d'apports effectués à titre pur et simple.

L'enregistrement du présent acte sera donc soumis au paiement du droit fixe.

2- En matière de plus-value :

Ces apports sont réalisés au profit de la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES, société à responsabilité limitée qui relève sur option d'ores et déjà effectuée de l'impôt sur les sociétés.

Au regard du régime d'imposition des plus-values privées résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que l'opération d'apport peut bénéficier du sursis d'imposition des plus-values réalisées en cas d'apports de titres au profit d'une société soumise à l'impôt sur les sociétés tel que prévu aux articles 150-OB et 150-OD,9 du Code Général des Impôts.

Par conséquent, les plus-values nées de l'échange des titres apportés contre les titres reçus ne seront pas imposées. En revanche lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, les plus-values seront calculées et imposées par rapport à la valeur originelle des titres apportés à l'échange.

A ce titre, il déclare que les parts présentement apportées ont été reçues en rémunération d'apports en numéraire effectués, d'une part à la constitution de la Société AUDIT ADOUR ORTHEZ et d'autre part lors d'une augmentation de capital en numéraire comme indiqué à l'article 4 des présentes.

10-2 Attribution de juridiction – Élection de domicile

Les parties attribuent compétence au tribunal compétent pour toutes difficultés pouvant survenir au sujet du présent acte et de ses suites.

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, le soussigné de première part élit domicile en son domicile et la soussignée de deuxième part en son siège social.

10-3 Droits et frais

Dès la réalisation définitive des apports, le présent contrat d'apport fera l'objet d'un dépôt au siège social de la Société contre remise d'une attestation de la gérance.

Tous les droits, frais et honoraires du présent acte et de ses suites, sont à la charge de la Société bénéficiaire des apports qui s'y oblige.

10-4 Pouvoirs

Tous pouvoirs sont conférés dès à présent aux porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive des apports pour l'accomplissement des formalités légales prescrites.

Fait à Orthez
Le 27/12/2013
En cinq exemplaires

L'apporteur,
H.LARQUE



Pour la Société bénéficiaire,
La SARL AUDIT AQUITAINE EXPERTISES,
le Gérant
H.LARQUE



AUDIT AQUITAINE EXPERTISES
Société à responsabilité limitée
Au capital de 305.000 euros
Siège social : ORTHEZ (64300)
16 rue Lapeyrère
798 387 429 RCS PAU

STATUTS

Mis à jour selon décisions du 27/12/2013
(art.6-7)

SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Hervé, Pierre, Marie LARQUE
Demeurant à Gan (64290) Chemin Miqueu
Né le 12 septembre 1959 à Mazères-Lezons (64)
De nationalité française
Epoux de Madame Bernadette WALGRAEVE, avec laquelle il est marié sous le régime de la séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître Lefèvre, Notaire à Pau (64) le 28 mars 1984, préalablement à leur union célébrée le 31 mars 1984 à Mazères-Lezons (64).
Ledit régime n'ayant subi aucune modification depuis lors.

Exerçant les professions d'Expert-comptable et de Commissaire aux comptes.

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée

Article 1er - Forme

Il est formé par le soussigné, une société à responsabilité limitée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du Code de commerce et l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination est : **AUDIT AQUITAINE EXPERTISES**

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes» et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert-comptable dès son inscription au tableau de l'ordre des experts-comptables ;
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes, dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes,

- le conseil aux entreprises, artisans, commerçants, associations et tous groupements,

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à : **ORTHEZ (64300) 16 rue Lapeyrère**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification de cette décision par une décision extraordinaire des associés, et partout ailleurs sur le territoire français, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Monsieur Hervé LARQUE apporte à la société :
une somme en numéraire de cinq mille euros, ci ..... 5.000 euros
correspondant à cinq cents (500) parts d'un montant de dix (10) euros chacune,

Total égal au capital social : .....5.000 euros

Cette somme de 5.000 euros a été, dès avant ce jour, déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque Crédit Agricole, Agence d'Orthez (64300) comme l'atteste le certificat annexé aux présentes.

Selon décisions en date du 27 décembre 2013, l'associé unique a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 300.000 € par apport de droits sociaux par voie de création de trente mille parts de dix euros de valeur nominale chacune numérotées de 501 à 30.500.

Article 7 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de **TROIS CENT CINQ MILLE (305.000) euros**.

Il est divisé en trente mille cinq cents (30.500) parts de dix (10) euros chacune, intégralement libérées souscrites en totalité et attribuées à l'associé unique en proportion de ses apports et de ses droits, à savoir :

- A Monsieur Hervé Larqué, Expert-comptable, la pleine propriété
de trente mille cinq cents (30.500) parts sociales
numérotées 1 à 30.500, soit ..... 30.500 parts

Total du nombre de parts sociales composant le capital social..... ....30.500 parts

Le soussigné déclare expressément que toutes les parts représentant le capital social lui appartiennent, et correspondent à ses apports, et sont libérées en totalité de leur valeur nominale.

Le soussigné déclare expressément que toutes les parts représentant le capital social lui appartiennent, et correspondent à ses apports, et sont libérées en totalité de leur valeur nominale.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

En cas de retrait ou d'entrée d'associés ou de modification dans la composition des organes de gestion, de direction et d'administration, la société est tenue de demander à la Commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Article 8 – Opérations sur le capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention du capital et des droits de vote par les experts-comptables et les commissaires aux comptes ou les professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Article 9 - Transmission des parts

1. La cession de parts à toute autre personne même entre associés, entre ascendants, descendants et conjoints, est soumise à l'agrément de la collectivité des associés.

Cet agrément est donné à la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Pour l'application de cette règle, sauf dispositions particulières du présent article, le terme cession vise toutes transmissions entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine-propriété, la nue-propriété, l'usufruit ou la jouissance de parts sociales.

Le projet de cession à agréer est notifié à la société et à chacun des associés. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur ce projet ou consulter les associés sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans les deux mois à compter de la notification d'agrément à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit à nouveau être soumis à l'agrément des associés.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans les trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix payable comptant et fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, les frais d'expertise étant à la charge de la Société, ou fixé par accord unanime des associés

En cas d'expertise dans les conditions définies à l'article 1843-4 du Code civil, le cédant peut renoncer à son projet de cession à défaut d'accord sur le prix fixé par l'expert.

A la demande de la gérance, ce délai de trois mois peut être prolongé une ou plusieurs fois, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant par ordonnance de référé non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Toutefois, l'associé cédant qui détient ses parts depuis moins de deux ans ne peut se prévaloir des dispositions du paragraphe précédent, à moins qu'il ne les ait reçues par voie de succession, de liquidation de communauté entre époux ou de donation à lui faite par son conjoint, un ascendant ou un descendant

Avec le consentement du cédant, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital.

Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat de parts émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

Si à l'expiration du délai imparti, l'achat ou le rachat des parts n'est pas intervenu, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, à la condition toutefois qu'il détienne ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en ait reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant. L'associé reste propriétaire de ses parts, s'il ne remplit aucune de ces conditions de détention.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues ou attribuées, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire ou l'attributaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession ou l'attribution, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire ou l'attributaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les délai et conditions prévus pour les décisions extraordinaires emportant réduction du capital social.

2. En cas de décès d'un associé, la société continue seulement avec les associés survivants.

Les héritiers, ayants-droit et conjoint de l'associé décédé sont seulement créanciers de la valeur des parts de leur auteur, déterminée au jour du décès, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. En cas d'expertise, les frais de celle-ci sont à la charge de la société.

Les parts sont rachetées dans les six mois à compter de la date du décès soit par les associés survivants, en proportion de leur droit, soit par toute autre personne agréée à la majorité en nombre des associés survivants représentant au moins la moitié du capital, déduction faite des parts de l'associé décédé. Toutefois, si parmi les associés survivants, il existe un ou des héritiers de l'associé décédé, ceux-ci bénéficient d'une priorité de rachat des parts de la succession à charge par eux de procéder au règlement nécessaire des droits des autres héritiers.

Avec le consentement des héritiers, ayants-droit et éventuellement du conjoint, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts de l'associé décédé au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital.

A défaut d'accord contraire, la valeur des droits sociaux sera payée moitié à la date d'acceptation amiable du prix ou, en cas d'expertise, à la date de remise du rapport de l'expert fixant ce prix et le solde à l'expiration du délai d'un an à compter de la date du décès. Les acquéreurs des parts bénéficieront de la totalité des dividendes distribués au titre de l'exercice en cours à la date du décès.

4. En cas de dissolution de la communauté de biens entre époux, ayant pour cause le décès de l'époux associé, les parts inscrites à son nom sont également rachetées comme indiqué ci-dessus au paragraphe 2.

Si la dissolution de la communauté intervient du vivant de l'époux associé, celui-ci reste seul associé pour la totalité des parts communes à charge par lui de procéder au règlement nécessaire des droits de son conjoint ou des héritiers de ce dernier.

5. Si le conjoint commun en biens de l'associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectués par son conjoint, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Pour cet agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts communes. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la notification, la qualité d'associé est également reconnue au conjoint pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

6. La transmission de parts ayant son origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé y compris en cas de fusion, de scission ou de dissolution après réunion de toutes les parts en une seule main est assimilée à une cession et soumise à agrément dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article.

7. Toutes notifications de demandes, réponses, décisions, mises en demeure, actes et avis visées au présent article sont faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 10 – Revendication de la qualité d'associé par le conjoint commun en biens

En cas d'apport de biens ou de deniers communs ou d'acquisition de parts de capital au moyen de deniers communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut notifier, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si la notification intervient lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Si la notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur doit être agréé personnellement par la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de refus d'agrément, seul le conjoint souscripteur ou acquéreur demeure ou devient associé pour la totalité des parts souscrites ou acquises.

Le défaut de notification dans le délai de trois mois à compter de la date de la notification emporte agrément du conjoint comme associé à hauteur de la moitié des parts sociales souscrites ou acquises.

Article 11 – Cessation d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l'Ordre des experts-comptables a pour effet d'abaisser la part du capital social ou des droits de vote détenus par des experts-comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Lorsque la cessation d'activité du professionnel associé pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d'abaisser, au dessous des quotités légales, le pourcentage des droits de vote détenu par des commissaires aux comptes ou des professionnels régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes, il dispose d'un délai de six mois à compter du jour où il cesse d'être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder tout ou partie de ses parts sociales permettant à la société de respecter ces quotités.

Au cas où les dispositions de l'un ou l'autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses parts sociales étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration des délais mentionnés aux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

Toutefois, en cas de décès d'un professionnel, ses ayants droit disposent d'un délai de deux ans pour céder leurs parts sociales à un autre professionnel.

Article 12 - Prérogatives et obligations attachées aux parts sociales

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives des associés.

Chaque part confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque associé participant aux décisions collectives dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Hors les cas prévus par la loi, les associés ne peuvent effectuer aucun prélèvement sur l'actif social.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits, d'une part, au tableau de l'Ordre des experts-comptables et, d'autre part, sur la liste des commissaires aux comptes ou régulièrement agréés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes.

Les gérants sont nommés par décision ordinaire des associés pour une durée fixée par la décision qui les nomme.

HL

Le ou les gérants peuvent recevoir une rémunération qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants peuvent faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société.

En cas de pluralité de gérants, l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Les gérants, révocables par décision ordinaire des associés, peuvent démissionner de leurs fonctionsen prévenant les associés par lettre recommandée trois mois au moins avant la prise d'effet de leur démission.

Article 15 - Conventions entre la société et un gérant ou un associé

Les conventions qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés sont soumises aux procédures d'approbation et de contrôle prévues par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Elles ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

HL

Article 16 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés.

Les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée, par voie de consultation écrite des associés ou pourront résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

1. L'assemblée est convoquée par la gérance ou, à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, ou, encore par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

En cas de pluralité des gérants, chacun peut agir séparément.

Pendant la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées sont réunies au lieu indiqué dans la convocation. La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés, quinze jours au moins avant la date de réunion. Celle-ci indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

La délibération est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

2. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

La réponse est faite par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal, auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Article 17 – Décisions collectives ordinaires

Sont qualifiées ordinaires, les décisions d'associés ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni la modification des statuts.

Ces décisions sont valablement adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois et, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Article 18 – Décisions collectives extraordinaires

Sont qualifiées extraordinaires, les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les modifications des statuts sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés. La décision n'est valablement adoptée que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci.

Toutefois :

- le changement de nationalité de la société, l'augmentation des engagements des associés, ou la transformation de la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, ou en société par actions simplifiée, ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité des associés ;

- la transformation en société anonyme, sous réserve que les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros, est décidée par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales ;

- l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices est décidée par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Article 19 – Droit de communication des associés

Lors de toute consultation des associés, chacun d'eux a le droit d'obtenir communication des documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion de la société. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi.

Article 20 - Année sociale

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2014.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 21 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Article 22 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital sociall'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée statuant à la majorité requise pour la modification des statuts doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 23 - Nomination du premier gérant

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée est :

Monsieur Hervé LARQUE, Expert-comptable
Soussigné qui déclare accepter ces fonctions.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 24 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Cet état a été tenu à la disposition des associés à l'adresse prévue du siège social.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leur pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après autorisation par une décision ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de par leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 25 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Hervé LARQUE est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 26 – Option Fiscale

L'associé unique décide d'opter pour le régime fiscal des sociétés de capitaux conformément aux dispositions des articles 239 et 206-3 du Code général des impôts.

Article 27 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Bon pour acceptation des fonctions de Gérant

Fait à Orthez
Le 05/11/2013

En huit exemplaires originaux
Dont un pour le Conseil régional de l'ordre des experts-comptables
et
un pour la compagnie régionale des commissaires aux comptes.

Hervé LARQUE (1)

(1) bon pour acceptation des fonctions de gérant

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES PAU- SUD
Le 05/11/2013 Bordereau n°2013/1 633 Case n°14 Ext 6141
Enregistrement : Exonéré Pénalités :
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
Le Contrôleur principal des finances publiques

Gervais LEBAS
Contrôleur Principal
des Finances Publiques

SARL AUDIT AQUITAINE EXPERTISES
Au capital de 5.000 euros
Siège social : Orthez (64300) 16 rue Lapeyrère
En cours de constitution

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN COURS DE FORMATION PREALABLEMENT A LA SIGNATURE DES STATUTS

Je soussigné (e) : Hervé LARQUE

Déclare avoir passé les actes et pris les engagements suivants pour le compte de la Société AUDIT AQUITAINE EXPERTISES en cours de constitution :

- Demande d'inscription au Tableau de l'Ordre des Experts comptables d'Aquitaine
- Demande d'inscription sur la liste des Sociétés de Commissaires aux comptes du ressort de la Cour d'appel de Pau
- Frais d'immatriculation

Conformément à l'article L 210-6 du Code de commerce, cet état a été établi préalablement à la signature des statuts, et sera annexé auxdits statuts.

La signature des statuts emportera reprise de ces engagements par la Société dès qu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.

Fait à Orthez
Le 05/11/2013
En 8 exemplaires

H.LARQUE

PYRÉNÉES GASCOGNE

AGENCE ORTHEZ SAINT PIERRE

Place Saint Pierre

64300 ORTHEZ

Tél : 05.59.67.92.27

AUDIT AQUITAINE EXPERTISE

16 rue Lapeyrère

64300 ORTHEZ

Orthez, le 04 novembre 2013

ATTESTATION

Je soussigné, **Fabrice MAYSOUNAVE**, agissant en qualité de **Directeur** de l'agence d'Orthez Saint Pierre du Crédit Agricole Pyrénées Gascogne, dont le siège social est 11 boulevard du Président Kennedy à TARBES, atteste que nous avons reçu la somme de 5 000,00 €, qui a été inscrite sur un compte bloqué, ouvert dans les livres de notre Caisse Régionale, en application des dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du 23 mars 1967 sur la réforme des sociétés commerciales :

Au nom de la : **SARL AUDIT AQUITAINE EXPERTISE**

Les fonds déposés par :
Hervé LARQUE pour **5 000 €**

ne seront débloqués que sur production du certificat délivré par le Greffier du Tribunal de Commerce, justifiant de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Attestation délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fabrice MAYSOUNAVE
Directeur d'Agence

Caisse Régionale de Crédit Agricole PYRÉNÉES GASCOGNE, Société coopérative à capital variable. Etablissement de crédit. Société de courtage d'assurances. 776.983.546 RCS Tarbes. Immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 022 609. Siège social : 11 boulevard du Président Kennedy BP 329-65003 TARBES cedex.

C789